

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Tunisie & Libye

Une publication du Service Économique Régional de Tunis
Semaine du 23 mars 2026

Tunisie – Zoom sur l'impact de la crise au Moyen-Orient

Si les indicateurs macroéconomiques de la Tunisie ont été bien orientés en 2025, l'économie reste vulnérable en cas de choc externe de grande ampleur, comme une hausse durable des prix mondiaux des hydrocarbures en lien avec le conflit au Moyen-Orient. Plusieurs scénarii peuvent être envisagés.

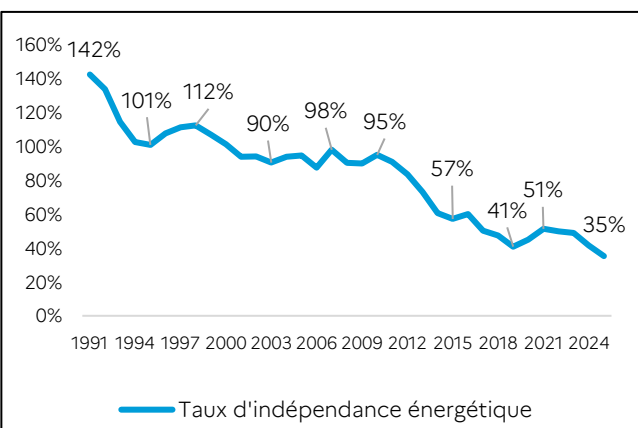
CHIFFRE À RETENIR

35%

Le taux d'indépendance
énergétique de la Tunisie en
2025 selon le MIM

Par sa dépendance croissante aux hydrocarbures importés, la Tunisie risque de subir une dégradation de ses comptes extérieurs en cas de hausse durable des prix mondiaux de l'énergie.

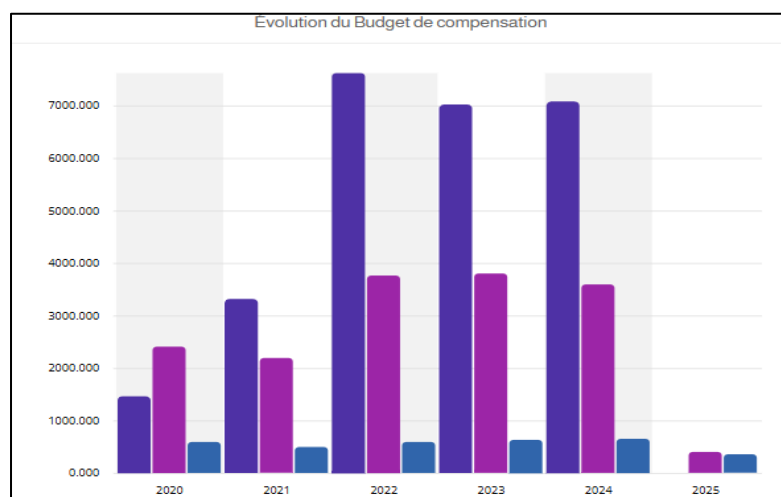
Alors que sa consommation de produits pétroliers et de gaz naturel atteignent des niveaux historiquement élevés, et que son taux d'indépendance énergétique s'est dégradé depuis trois



décennies jusqu'à tomber à 35% en 2025 (graphique ci-joint), la Tunisie a dû importer ces dernières années des volumes croissants d'hydrocarbures qui ont alourdi sa facture énergétique externe (env. 14 Mds TND/an depuis 2022, soit 7% du PIB), qui représentait plus de la moitié du déficit commercial en 2025, ce qui accentue la vulnérabilité de la balance des paiements à un choc sur les prix énergétiques. Sur la base des volumes d'hydrocarbures (gaz naturel,

pétrole brut et produits raffinés) importés en 2025, des simulations montrent qu'un choc durable aurait un impact significatif sur le solde courant, que l'on peut estimer entre 0,5 point de PIB (avec un baril à 80\$ en moyenne sur l'année mais sans hausse de prix du gaz) et 2,5 points de PIB (avec un baril à 100\$ et une hausse de 25% de la facture de gaz naturel) ; toutes choses égales par ailleurs, les réserves de change perdraient l'équivalent de 4 à 20 jours d'importations. Certains leviers pourraient être actionnés pour atténuer ces effets sur le niveau des réserves, comme une modération des importations de certains produits ou la mobilisation de nouveaux emprunts en devises. A contrario, ces scénarios seraient aggravés par certains effets de second tour, tels qu'une dépréciation du dinar par rapport au dollar, suite au creusement du déficit courant et à la baisse des réserves, ou encore en cas de baisse des recettes touristiques en devises qui résulterait d'un ralentissement du tourisme international.

En raison du subventionnement par l'Etat des produits de base et de l'énergie, le déficit public pourrait se creuser en cas de hausse durable des prix de l'énergie et d'inflation importée. En effet, alors que la LFI 2026 est construite sur un prix annuel moyen du baril à 63\$, 1\$ de hausse



supplémentaire génère un coût budgétaire de 162 M TND/an (environ 48 M€, soit 0,1 point de PIB). En conséquence, un scénario de Brent à 80\$ pendant une année entraînerait un surcoût de dépenses publiques de 1,5 point de PIB, le déficit public passant alors de 5,9% du PIB dont inclus (prévision de la LFI) à 7,4% du PIB ; un scénario plus défavorable avec un prix moyen annuel à 100\$ pourrait porter le déficit public jusqu'à à 9,1% sans autres mesures correctives. Différentes mesures

budgétaires pourraient réduire l'impact, comme une réduction temporaire du niveau de subventions à l'énergie, de nouvelles mesures de consolidation portant sur les recettes ou les dépenses, ou encore un lissage pluriannuel du paiement des subventions de compensation aux entreprises publiques du secteur énergétique. Par ailleurs, une inflation des prix alimentaires pèserait également sur les dépenses publiques via le système de subventions aux produits de base.

En cas de crise prolongée, les pays exposés aux importations énergétiques seraient vulnérables à des tensions sur l'approvisionnement en gaz naturel et produits pétroliers. Si une éventuelle paralysie des échanges de biens entre le Golfe persique et la Tunisie n'aurait pas de conséquences majeures directes (ces pays ne représentent que 1,4% des exportations tunisiennes et 2,1% de ses importations en 2025, et ne lui fournissent pas de produits énergétiques), l'économie tunisienne pourrait cependant subir les effets logistiques et énergétiques de second tour d'une crise prolongée. En effet, la production d'électricité nationale repose à 94% sur le gaz naturel, dont les trois quarts sont importés d'Algérie.

Sources des graphiques : Bulletin de conjoncture énergétique ; rapports annuels ETAP ; Annales de l'énergie de l'Association ; bilan énergétique national du ministère des Mines ; Ministère des Finances (droite). Traitements : SER Tunis

Tunisie

Le Parlement entame l'examen de la réforme du Code des changes

La commission des finances et du budget de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) [s'est réunie](#) le 24 mars 2026 pour examiner l'impact de la conjoncture internationale sur les équilibres économiques du pays. Les échanges ont notamment porté sur l'opportunité d'élaborer en cours d'année une loi de finances rectificative, compte tenu de la hausse des prix de l'énergie. Par ailleurs, le projet de loi relatif au Code des changes – qui pourrait contribuer à faciliter les flux de capitaux et à renforcer l'attractivité du pays pour les investisseurs étrangers – a également été discuté. La commission a décidé de consacrer le mois d'avril à des auditions et à une journée d'étude dédiée, en vue d'entamer l'examen et le vote des articles dès le mois de mai. Pour rappel, certaines mesures préalables ont été initiées afin de faciliter la mise en œuvre de la réforme, notamment l'introduction dans la LF26 de la possibilité d'ouvrir un compte en devises pour tout résident tunisien sans autorisation préalable de la Banque centrale, sous réserve de publication des décrets d'application. Par ailleurs, un projet de loi visant à régulariser les infractions de change héritées de l'ancien cadre réglementaire est en cours de finalisation. Déjà validé par la commission des finances et du budget, ce texte devrait être soumis au vote en séance plénière de l'ARP dans les prochains jours.

Le gouvernement souhaite un cadre stratégique unifié pour accélérer les projets financés par les bailleurs internationaux

Un [conseil ministériel](#) tenu le 18 mars 2026 et présidé par la cheffe du gouvernement, Sara Zaafrani Zenzri, a recommandé la mise en place d'un cadre stratégique unifié pour le suivi des projets réalisés dans le cadre de la coopération bilatérale et multilatérale. Ce cadre stratégique devrait prendre la forme d'une plateforme numérique et d'un tableau de bord pour suivre l'avancement des projets, assortis d'indicateurs de performance. La cheffe du gouvernement a affirmé que l'accélération de la réalisation des projets publics constituait une priorité stratégique nationale, appelant à un suivi de terrain continu, au respect des délais et à la garantie de la qualité, tout en levant les obstacles techniques et administratifs. Au cours du conseil, le ministre de l'Économie et de la Planification, Samir Abdelhafidh, a présenté les projets réalisés ou en cours dans le cadre de la coopération internationale, qui couvrent notamment les secteurs de l'agriculture, de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de l'industrie, des énergies renouvelables, des infrastructures, de la santé, du transport, de la numérisation et de la culture.

La situation hydrique se redresse selon l'URAP

La situation hydrique à Béja, une région au Nord de la Tunisie, est « très rassurante » d'après les [déclarations](#) faites à l'agence Tunis Afrique Presse (TAP) le 24 mars par Chokri Djebbi, le président de l'Union régionale de l'agriculture et de la pêche (URAP) locale. Elle enregistre son plus haut niveau depuis 5 ans. Les barrages de la région affichent des taux de remplissage élevés. Celui de Sidi El Barrak dépasse les 100%

tandis que celui de Sidi Salem, principal réservoir du pays, est rempli à 45%, (250 M m3). Pour rappel, il n'était qu'à 28% de sa capacité en 2023 (92 M m3). Le gouvernorat de Béja, spécialisé dans la culture céréalière (blé, orge), la culture de la betterave à sucre et l'élevage (bovins, ovins), joue un rôle stratégique pour le secteur agricole tunisien. En 2025, il a été classé premier en termes de volume de céréales récoltées dans le pays (2,8 M quintaux, soit presque 24% de la production nationale). Cette annonce envoie donc un message positif pour l'ensemble du secteur agricole tunisien. Face à l'amélioration de la situation hydrique, les agriculteurs et les groupements hydrauliques seront autorisés à planifier des cultures irriguées pour la saison agricole 2026-2027, a indiqué M Djebbi, estimant que la campagne agricole s'annonce meilleure que celles des années écoulées.

La Tunisie adopte un pacte ambitieux pour le développement du secteur des industries électroniques

Le 24 mars 2026, la Tunisie [a adopté](#) un pacte de compétitivité pour le développement des industries électroniques à l'issue d'une réunion, présidée par la ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, Fatma Thabet Chiboub. Parmi les principaux objectifs fixés figure l'atteinte d'un taux d'intégration de 55% à l'horizon 2030, contre 35% en 2025. La réalisation de grands projets industriels et l'ouverture de 4 centres spécialisés en recherche et développement, prévus par le pacte, devraient créer 30 000 emplois supplémentaires et augmenter la contribution des investissements du secteur au PIB de 20%. Le pacte vise également à porter le chiffre d'affaires du secteur à 3% contre 1% en 2025, et à doubler les exportations, qui devraient passer de 3,5 M TND (1 M EUR) à 7 M TND (2,1 M EUR). Le

secteur que ce pacte entend transformer repose aujourd'hui sur un tissu d'environ 150 entreprises, qui emploient près de 70 000 personnes et génèrent 15% du PIB. Par ailleurs, le secteur de l'électronique est l'un des piliers de la relation industrielle entre la France et la Tunisie et continue de se développer. Ainsi, AsteelFlash, leader français de la sous-traitance électronique, [a annoncé](#), en février 2026, un projet d'extension de son site de la Soukra, qui permettra de doubler ses capacités de production.

Libye

La production pétrolière est fortement perturbée après l'incendie de Sharara et l'arrêt temporaire d'El Feel

Le secteur pétrolier libyen subit de fortes perturbations à la suite [d'incidents techniques](#) majeurs ayant affecté ses deux principaux gisements du sud-ouest la semaine du 16 mars. Les installations du champ de Sharara, sur lequel opère notamment TotalEnergies, ont été endommagées à la suite d'un incident survenu sur l'un des oléoducs d'export. Selon la National Oil Corporation (NOC), une fuite s'est produite sur une canalisation, provoquant un incendie. Celui-ci a été maîtrisé dès le lendemain, mais les dégâts ont contraint les autorités à réduire significativement les flux de production. Face à cette situation, les autorités ont décidé d'arrêter temporairement le champ d'El Feel afin de mobiliser son oléoduc. Ce gisement, exploité conjointement par la NOC et Eni, a ainsi été mis à l'arrêt le 19 mars afin d'utiliser son infrastructure de transport pour rediriger une partie de la production de Sharara vers les installations de traitement et d'exportation de Mellitah. En conséquence,

le brut de Sharara est désormais acheminé vers le complexe de Mellitah ainsi que vers les réservoirs de Zawiya. Les volumes redirigés sont estimés entre 80 000 et 100 000 barils par jour (bpj), bien en deçà de la capacité normale du champ, qui dépasse les 300 000 bpj. De son côté, El Feel produit habituellement environ 80 000 bpj, désormais temporairement retirés du marché en raison de son arrêt. Cette double contrainte - baisse de production à Sharara et arrêt complet d'El Feel - accentue les tensions sur l'offre libyenne.

Eni annonce la découverte de plus de 1 000 Mds de pieds cubes de gaz offshore en Libye

L'entreprise énergétique italienne Eni a confirmé dans un [communiqué](#) avoir réalisé deux nouvelles découvertes de gaz naturel *offshore* au large de la Libye, totalisant plus de 1 000 Mds de pieds cubes (soit environ 28,3 Mds m³ de gaz). Les deux structures géologiques identifiées, baptisées Bahr Essalam South 2 (BESS-2) et Bahr Essalam South 3 (BESS-3) sont situées à environ 85 km au large des côtes libyennes et à 16 km au sud du champ gazier de Bahr Essalam, le plus

grand champ *offshore* libyen, exploité par Eni depuis 2005. Les puits ont rencontré des intervalles riches en gaz dans le réservoir Metlaoui, réputé pour sa productivité. Grâce à la proximité des installations existantes, Eni prévoit de raccorder rapidement ces gisements aux infrastructures de Bahr Essalam, réduisant coûts et délais de mise en production. Le gaz produit alimentera le marché intérieur et sera exporté vers l'Italie via le gazoduc Greenstream. Présente en Libye depuis 1959, Eni est le principal opérateur international du pays, avec une production nette estimée à 162 000 barils équivalent pétrole par jour en 2025. Cette découverte s'inscrit dans le cadre de la volonté des autorités libyennes de relancer le secteur des hydrocarbures, soutenue notamment à travers l'appel d'offres de mars 2025, destiné à attirer des compagnies internationales pour explorer et développer de nouveaux gisements de pétrole et de gaz.

Tableau 1 – Principaux indicateurs structurels de la Tunisie.

	2024	2025 (p)	2026 (p)
PIB nominal, en Mds USD	53	59	60,4
Croissance du PIB réel, en %	1,6	2,5	2,1
Taux d'investissement, en % du PIB	-	-	-
Taux d'épargne, en % du PIB	-	-	-
Taux d'inflation annuel moyen, en %	7	5,9	6,1
Solde budgétaire, en % du PIB	-5,9	-5,3	-5,2
Recettes publiques, en % du PIB	27,9	27,5	27,4
Dépenses publiques, en % du PIB	33,8	32,9	32,6
Dette publique, en % du PIB	83,3	80,6	82,6
Solde courant, en % du PIB	-1,7	-3,1	-3,3
Réserves en devises, en Mds USD	9,2	8,7	7,9
Notation souveraine Fitch/Moody's	CCC+/CAA2 stable	B-/CAA1 stable	-

Source : WEO octobre 2025 (FMI)

Tableau 2 – Principaux indicateurs conjoncturels de la Tunisie.

Indicateurs macroéconomiques	Période	Valeur	Var. par rapport à la période précédente
Croissance du PIB réel, en g.a., en %	T4 2025	2,7%	+0,3 p.p.
Taux de chômage, en % de la pop. active	T4 2025	15,2%	-0,2 p.p.
Taux d'inflation, en g.a., en %	Fév. 2026	5,0%	+0,2 p.p.
Recettes touristiques cumulées, en M TND	Au 20/03/2026	1 310 M TND	+4,7% en g.a.
Revenus du travail cumulés, en M TND	Au 20/03/2026	1 930 M TND	+6,1% en g.a.
Indicateurs monétaires et financiers	Période	Valeur	Var. en g.a.
Taux d'intérêt directeur, en %	Depuis le 07/01/2026	7,00%	-100 pdb
Réserves de change, en jours d'importations	Au 26/03/2026	106 jours	+5 jours
USD/TND	Au 25/03/2026	2,92	-5,96%*
EUR/TND	Au 25/03/2026	3,39	+1,22%

* Un signe négatif signifie une appréciation du dinar tunisien face à la devise correspondante.

Sources : INS, BCT

Tableau 3 – Principaux indicateurs structurels de la Libye.

	2024	2025 (p)	2026 (p)
PIB nominal, en Mds USD	48,4	48	49,2
Croissance du PIB réel, en %	1,9	15,6	4,2
Production pétrolière, en M b/j	-	-	-
Taux d'inflation annuel moyen, en %	2,1	1,8	1,6
Solde budgétaire, en % du PIB	-25,1	-4,3	-1,0
Solde courant, en % du PIB	-4,2	0,9	0,6
Réserves en devises, en Mds USD	82,9	81,5	81,1

Source : WEO octobre 2025 (FMI)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tunis

Rédaction : SER de Tunis

Abonnez-vous : [S'inscrire](#)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s’efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l’utilisation et de l’interprétation de l’information contenue dans cette publication.